



## Afrique : quelles perspectives pour l'opération « Barkhane » ?

Pour la première fois depuis huit ans, le Sénat a débattu d'une opération militaire, en l'occurrence l'opération « Barkhane » au Sahel. L'action de l'Agence française de développement complète celle des forces armées.

A l'issue du débat, Christian Cambon, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a tenu une visioconférence de presse à Paris le 9 février 2021. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, a fait de même le lendemain avec l'Association des journalistes de défense.

**Le débat sénatorial.** Le débat sur « Barkhane » a rassemblé la presque totalité des sénateurs et chaque groupe s'est exprimé. Selon le président Cambon, un consensus s'est dégagé sur la qualité et le courage des forces françaises engagées, avec des résultats notables. Ainsi, environ 1.200 à 1.500 djihadistes les plus dangereux auraient été « neutralisés » (mis hors de combat) depuis le début de l'opération. Toutefois, dans ce conflit asymétrique où l'adversaire, invisible, se cache au milieu de la population, les technologies les plus pointues ne s'avèrent

pas toujours les plus efficaces. Les décès et blessures de militaires français sont souvent causés d'engins explosifs improvisés, lors des transports par la route. La sécurité devrait s'améliorer grâce à une livraison accélérée des nouveaux véhicules blindés Scorpion, au blindage des véhicules plus anciens, à l'emploi de radars plus sensibles pour précéder les convois et au transport de soldats par des hélicoptères lourds, moins repérables que les convois. Ainsi, les hélicoptères suédois et britanniques CH-47 Chinook ont présenté un avantage par rapport à l'avion A400M. Par ailleurs, les forces africaines concernées se mobilisent petit à petit auprès des forces françaises, en vue d'un transfert de responsabilité à terme. La présence de contingents européens, à savoir estonien, puis suédois et bientôt italien, font avancer l'Europe de la défense, dont la frontière Sud commence au Sahel. Ce conflit pourrait provoquer un « effet domino » au Maghreb, où des tentatives de déstabilisation se produisent en Libye, Tunisie et Maroc. D'autres ont eu lieu dans le golfe de Guinée, notamment en Côte d'Ivoire. Il s'ensuivrait un exode de centaines de milliers de migrants sur tout le continent africain. Pour l'éviter, la France doit peser de tout son poids vers une réconciliation au Mali, seule solution aux mains des forces politiques maliennes. La junte militaire s'est engagée en ce sens et a pris des contacts avec les organisations qui ne veulent pas détruire l'Etat. Celui-ci est quasiment absent dans le Nord du pays, où écoles et services de santé sont fermés et où la police et l'institution judiciaire ont été remplacées par des organisations islamistes. Enfin, une aide de l'Agence française du développement, assurée directement dans les villages, doit permettre au pays de s'en sortir. Selon un récent sondage, 51 % des Français s'interrogent sur le maintien des forces françaises au Mali. Le président Cambon rappelle que, suite à l'embuscade d'Uzbin (10 morts et 21 blessés) en Afghanistan en août 2008, le président de la République Nicolas Sarkozy a décidé de ne plus y envoyer de troupes pour une cause mal perçue en France. De même, un rapport sénatorial sur l'efficacité des drones armés a conduit à la décision de la France d'acquérir des systèmes américains Reaper, actuellement déployés au Niger contre les groupes armés terroristes.

**Le pilier développement.** Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) a déjà consacré 5 Mds€ au Sahel depuis 2013, soit de 500 M€ à 1 Md€/an, pour déclencher les mécanismes de développement par les acteurs locaux, souligne son directeur général. Une moitié des financements est versée au gouvernement de chaque pays et une moitié aux autres partenaires, comme la Banque publique de développement du Mali, qui intervient dans le Nord

et le centre du pays, ou la Banque nationale du Mali, principal financier des secteurs de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Rien qu'au Mali en 2020, l'AFD a financé 43 ouvrages hydrauliques, pour fournir de l'eau à 50.000 personnes, 38 établissements de santé (38.000 consultations), 17 écoles (4.000 élèves) et 700 exploitations agricoles. L'AFD dispose d'un directeur régional à Ouagadougou (Burkina Faso) avec autorité sur le groupe G 5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) et le Sénégal. Cette région, qui connaît un taux de croissance économique élevé, suscite des tensions et attire les groupes terroristes. L'effort de développement doit porter sur tous le territoire, car les emplois se trouvent là où la richesse se produit. Avec d'autres partenaires financiers, elle promeut quelque 800 projets à l'épicentre de la crise. Au Mali, l'AFD change les perspectives au-delà du court terme et ailleurs qu'à la capitale Bamako. Au Burkina Faso, elle contribue à la sécurité et à l'éducation. Au Niger, elle établit une cartographie commune aux diplomates et aux militaires. Le commandement de « Barkhane » au Mali et le Centre de planification et de conduite des opérations du ministère des Armées à Paris disposent chacun d'un conseiller « développement », l'Etat-major des armées détachant un officier supérieur à l'AFD. Ailleurs en Afrique, l'AFD intervient dans les pays riverains du golfe de Guinée, notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Bénin. Selon Rémy Rioux, les actions militaires et de développement devraient intervenir simultanément et non pas se succéder. Il faut agir côte à côte avant, pendant et après une crise. Après la séparation des belligérants et l'aide aux populations, il convient d'intégrer l'idée de développement dans les analyses. Une crise exerce une transformation concrète sur la vie des populations en matière d'approvisionnement en eau d'agriculture, d'infrastructure ou d'éducation. Par ses prêts sur 20 ans au Mali, l'AFD manifeste sa confiance dans l'avenir et explique comment le gouvernement doit développer le pays...afin de pouvoir la rembourser. En outre, elle acquière la connaissance de l'environnement, des acteurs économiques, de la société civile et des collectivités locales qui développeront le pays. Elle parvient ainsi « à faire entendre la voix de l'autre » auprès des ministères des Armées et des Affaires étrangères. Au sein de ce dernier, elle s'occupe de la mise en œuvre de projets de longue durée (4-5 ans), alors que la cellule de crise intervient dans l'action humanitaire d'urgence (alimentation et tentes). Le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés et la Croix-Rouge internationale s'adressent à l'AFD pour les infrastructures des camps (eau, électricité et voirie).

## **Loïc Salmon**

*Depuis le 1er août 2014, l'opération « Barkhane » mobilise : 5.100 militaires ; 3 systèmes de drones ; 7 avions de chasse ; 20 hélicoptères ; 5 à 8 avions de transports tactique et stratégiques ; 280 véhicules blindés lourds ; 400 véhicules logistiques ; 220 véhicules blindés légers. Dans la bande sahélo-saharienne, aussi vaste que l'Europe, « Barkhane » a pour missions d'appuyer les forces armées des pays partenaires (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) dans la lutte contre les groupes armés djihadistes et d'empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région.*

Afrique : hétérogénéité des crises et conflits au Sahel

Afrique : soutiens intégrés à l'opération « Barkhane »

Sahel : l'opération « Barkhane », un effet d'entraînement fort